



Débat public EPR2 Penly

L'Alliance CFE UNSA Énergies à la pointe du combat pour assurer l'avenir du nucléaire et de ses salariés

L'ALLIANCE
CFE UNSA ÉNERGIES

Le débat public sur les EPR2 de Penly, essentiel pour l'avenir de la filière nucléaire, son bilan a été rendu public le 27 avril 2023. Le maître d'ouvrage dispose de trois mois pour répondre aux recommandations émises par la CPDP (commission particulière du débat public). Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies qui s'est pleinement engagée dans ce débat, que faut-il en retenir ?

À quoi sert ce bilan ?

Ce sont 86 pages pour relater 4 mois de débats permettant au public de **débattre sur l'opportunité et la faisabilité de la relance d'un nouveau programme nucléaire**, et d'**éclairer les travaux parlementaires à venir**. Ce débat a été un **acte démocratique** et s'inscrit aussi en réponse au code de l'environnement. Ce débat a aussi été l'occasion d'offrir un **cadre de réflexion commun à tous sur la place du débat** dans un processus décisionnel.

À quoi répond ce bilan ?

Ce compte-rendu **reflète les principaux moments du débat**. Il évoque des thèmes comme le déroulement du débat, les arguments échangés (nécessité d'un programme, l'EPR2, le REX de FLA3), les conséquences pour le territoire, les impacts sur la vie du combustible et les déchets, le financement et les coûts, la prise en compte des incertitudes climatiques et géopolitiques. **Il émet des recommandations précises** à l'attention du maître d'ouvrage EDF et RTE mais aussi de l'État.

Ce bilan reflète-t-il la teneur des débats de la manière la plus objective possible ?

Exercice ô combien difficile quand on intègre l'ensemble des contributions qui se comptent par milliers et provenant de nombreuses sources. **Ce bilan reflète les échanges fournis** et a le mérite d'aborder les difficultés rencontrées et la manière dont la CPDP y a répondu. Ce document rend compte de la pluralité des avis, des divergences autour des questions posées, et ce malgré des réunions interrompues par des militants opposés au dialogue, et **visé à la plus grande objectivité possible**.

L'Alliance CFE UNSA Énergies a-t-elle été entendue ?

L'Alliance CFE UNSA Énergies n'a ménagé ni son temps ni son énergie pour défendre l'avenir du nucléaire et de ses salariés. Elle a été citée par la CPDP à de nombreuses reprises même si ses très nombreux écrits ne pouvaient pas tous être repris. Mais un certain nombre d'entre eux se retrouvent à travers les interventions citées aussi par d'autres acteurs. Nous pourrions toujours regretter qu'un argument n'ait pas été repris mais il est à souligner le **travail de synthèse de la CPDP** et sa **volonté d'exprimer la pluralité des avis**. Nous pouvons cependant regretter que sur les débats publics la CNDP ait cantonné au départ les syndicats aux seuls aspects relatifs à l'emploi et au développement du territoire... Leur légitimité dépasse largement ce seul cadre certes essentiel, car en tant que représentants des salariés, les syndicats sont aussi leurs porte-parole, relayant l'avis des techniciens, ingénieurs et aussi citoyens sur l'ensemble des thèmes abordés dans ce débat ! Ce débat a été entaché de nombreuses péripéties allant jusqu'à des blocages. En démocratie, il n'est pas anormal d'avoir des visions différentes qui s'affrontent, et l'Alliance CFE UNSA Énergies défend avec force que ces échanges puissent avoir lieu. Au même titre que certains ne voient pas ce qu'un syndicat peut apporter et font du « syndicat bashing », le nucléaire est confronté à la même problématique. Répondre de la manière la plus objective possible, communiquer et partager en acceptant la contradiction et répondant aux questions posées est la meilleure démarche pour un débat démocratique.

Et la suite ?

L'histoire énergétique du pays continue de se construire, et l'Alliance CFE UNSA Énergies y prend toute sa part, comme elle vient de le faire lors de ce débat public. Pour défendre l'avenir de la filière nucléaire et de ses salariés, l'Alliance poursuit ses contacts avec le Gouvernement et les parlementaires comme les élus locaux. Cette poursuite des échanges est en effet essentielle en amont du passage au Parlement des lois en préparation sur le devenir énergétique de la France.

L'Alliance CFE UNSA Énergies reste mobilisée pour que les projets EPR2 voient le jour et puissent être une des réponses au réchauffement climatique dans un contexte d'électrification et donc d'augmentation de la consommation d'électricité.